**UNION NATIONALE
DES
FORCES POPULAIRES**

**MOTION DE CENSURE DEPOSEE
PAR LE GROUPE DE L'U.N.F.P.
CONTRE LA POLITIQUE GENERALE
DU GOUVERNEMENT ROYAL**

GROUPE PARLEMENTAIRE DE L'U.N.F.P.

1964

Introduction	2
<u>I. L'ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE</u>	
A. Les aspects de la dégradation (stagnation de la production, des investissements, dégrada- tion des finances publiques)	3
B. Les causes et les antécédents	5
La politique économique et financière jusqu'en 1960	7
Les jugements sur la situation économique et financière en 1960	13
C. Les conséquences	14
Hausse des prix et baisse du niveau de vie	14
Le Maroc en voie de sous-développement	17
<u>II. LE PLAN GOUVERNEMENTAL EST-IL UN PLAN DE REDRESSEMENT ?</u>	19
A. Refus d'engager le pays sur la voie du déve- loppement	20
B. La voracité de l'Etat	22
C. La dégradation du pouvoir d'achat	24
D. La hausse du prix du sucre	25
<u>CONCLUSION GENERALE</u>	31

Les débats à la Chambre des Représentants

LE GROUPE U.N.F.P. DEPOSE

UNE MOTION DE CENSURE

CONTRE LA POLITIQUE GENERALE DU GOUVERNEMENT

La Chambre des Représentants a repris hier après-midi la discussion du projet de loi sur les sociétés d'investissements, mais ne l'a guère pour suivi bien longtemps.

En effet, dès l'ouverture de la séance, et après que le président Mohamed Bargach eut rappelé le point inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée (examen du projet de loi gouvernemental relatif aux sociétés d'investissement), et la lecture du rapport de la commission économique, Me Teber prit la parole pour demander que le sous-secrétaire d'Etat aux Finances fournisse des explications sur le projet en question en vertu des dispositions de la Constitution.

M. Mamoun Tahiri, sous-secrétaire d'Etat aux Finances, monta à la tribune pour déclarer que le projet qui allait être discuté était le fruit d'un travail commun entre lui et les membres de la commission économique et de la commission de la législation.

Après avoir indiqué qu'il était d'accord sur le contenu du projet, le sous-secrétaire d'Etat devait ensuite donner à ce sujet quelques précisions sur des points de détail.

Le Dr Abdellatif Benjelloun (U.N.F.P.) prit à son tour la parole. Après avoir indiqué que le projet en question « était d'une portée néfaste pour l'avenir du Maroc », parce qu'il comportait notamment l'autorisation d'achats de titres par des sociétés étrangères, M. Benjelloun annonça qu'en vertu de l'article 81 de la Constitution, il déposait contre ce projet, ainsi que contre la politique économique générale et financière du gouvernement, une motion de censure au nom de son groupe.

LA MOTION DE CENSURE

Voici le texte de la motion de censure déposée par le groupe UNFP :

« Considérant que les Représentants soussignés membres du groupe parlementaire de l'UNFP, estiment de leur devoir de dénoncer les conséquences auxquelles sur le plan économique, financier et social, a abouti la politique du gouvernement. Politique qui ne fait qu'accroître le marasme économique dans lequel se débat le pays et augmenter les charges qui pèsent déjà lourdement sur le peuple, à raison des taxes et impôts — directs et indirects — majorés par la baisse du niveau de vie de la majorité de la population en raison de l'inflation d'un côté et de la hausse de prix des biens de consommation de base de l'autre.

« Considérant que la politique du gouvernement au moment même où elle tend à réduire le pouvoir d'achat des travailleurs, des paysans, des artisans, des petits fonctionnaires et des commerçants, essaie par ailleurs de consolider et protéger le capitalisme étranger en lui procurant les moyens propres à garantir sa continuité et de plus larges investissements.

« Considérant que le gouvernement s'efforce de retarder le vote de toutes les propositions tendant à libérer l'économie nationale de l'emprise des étrangers.

« Considérant que le gouvernement empiète sur le domaine ré-

servé au Parlement en excédant ses pouvoirs réglementaires ainsi que cela a été fait pour la loi de finances de 1964 et des textes s'y rapportant.

« Considérant que les projets de loi actuellement soumis à la Chambre ne constituent qu'un des éléments de la mise en exécution de la politique gouvernementale.

« Considérant tout ce qui précède, et conformément aux dispositions de l'article 81 de la Constitution aux termes duquel la Chambre des Représentants peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure, laquelle motion si elle est approuvée entraîne la démission collective du gouvernement.

« Les Représentants soussignés soumettent à la Chambre la présente motion sollicitant son adoption et demandant aux Représentants de censurer le gouvernement ».

La motion est signée par 19 députés du groupe UNFP, ce qui représente plus du nombre requis par la Constitution pour le dépôt d'une motion de censure (la Constitution prévoit que la motion doit être approuvée par le 1/10 des députés, soit 14 signatures).

La discussion du projet gouvernemental a été suspendue dès le dépôt de la motion de censure.

Maroc Informations
du 16 juin 1964

L'ARTICLE 81 de la Constitution

La motion de censure a été déposée, conformément à l'article 81 de la Constitution qui porte les dispositions suivantes :

« La Chambre des Représentants peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres composant la Chambre. La motion de censure n'est approu-

vée par la Chambre des Représentants que par un vote pris à la majorité absolue des membres qui la composent.

« Le vote ne peut intervenir que trois jours francs après le dépôt de la motion. Le vote de la censure entraîne la démission collective du gouvernement.

« Lorsque le gouvernement a été censuré par la Chambre, aucune motion de censure n'est recevable pendant un délai d'un an ».

LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE
ET LA MOTION DE CENSURE DEPOSEE CONTRE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE
PAR LE GROUPE PARLEMENTAIRE DE L'UNION DES FORCES POPULAIRES

I n t r o d u c t i o n

Désormais, en ce mois de juin 1964, la reconnaissance de la dégradation économique et financière est générale. Elle est le fait, non seulement de la presse internationale et intérieure, mais aussi des autorités elles-mêmes : devant l'ampleur et l'étendue de la dégradation, les autorités officielles reconnaissent la gravité de la situation :

"Il est indéniable que mon pays se heurte, sur le plan économique, à certaines difficultés", recueille, de la plus haute autorité, un correspondant d'un journal étranger.

L'ambassadeur du Maroc à Paris, dans une conférence retentissante, défend, devant un jury réticent, le plan de son gouvernement, qui veut être de redressement et de sauvegarde.

Le Premier Ministre, dans sa dernière déclaration, confirme la détérioration de la situation financière, tant sur le plan des finances internes que des finances extérieures, relève "le danger qui menace la Nation par suite du déficit budgétaire et de la détérioration de notre balance des paiements".

Le Premier Ministre, enfin, dans cette même déclaration, devant l'évidence de la hausse accélérée des prix, reconnaît - et l'aveu est à enregistrer - que "la cause majeure des hausses de prix est l'inflation créée par un déséquilibre excessif et prolongé des finances publiques".

Nous sommes déjà très loin des bulletins et des proclamations de victoire, vieilles de quelques mois seulement. Rafraîchissons les mémoires défaillantes :

Un hebdomadaire, proche des milieux gouvernementaux (LES PHARES, pour ne pas le citer), traçant, le 31 décembre 1963, le bilan économique de l'année, n'hésitait pas à proclamer :

"Globalement, le bilan semble très positif et ce n'est probablement point s'aventurer que d'estimer, sur le plan économique, l'année 1963 comme la meilleure que le Maroc aura connue depuis l'indépendance."

Et à conclure :

"Le Maroc réunit, à l'heure actuelle, toutes les conditions, tant psychologiques que financières et techniques, propres à assurer un développement accéléré de son économie."

Les conditions étaient, au seuil de 1964, effectivement réunies, mais pour faire éclater publiquement la dégradation économique et financière, que le barrage du mirage des consignes officielles n'allait plus pouvoir contenir.

I. L'ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

En effet, au seuil de 1964, l'analyse des conditions, tant psychologiques que financières et techniques de l'économie nationale, révélait une dégradation générale, annonciatrice d'un grave péril menaçant l'économie et les finances de notre pays.

Cette analyse, nous vous l'avons soumise dans notre rapport de Février sur l'examen de la politique économique, sociale et financière, du Gouvernement, à travers le projet de budget pour 1964.

Nous la reprenons brièvement en l'actualisant des dernières données et informations.

A. Les aspects de la dégradation

La dégradation atteint l'ensemble des secteurs.

a) Tout d'abord, la production nationale, par tête d'habitant, stagne depuis 1960. En effet, elle passe, en francs constants :

de 820 milliards de francs en 1960

à 900 milliards de francs en 1963, d'après nos derniers renseignements, le chiffre de 910, cité en Février par le ministre de l'Économie nationale, était surestimé.

De sorte que, face à l'accroissement de la population de plus de 10%, dans l'intervalle, l'accroissement de la production a été inférieur à 10%.

Ainsi, la production par tête n'a pas augmenté de 1960 à 1963.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que, pendant les deux dernières années, la production agricole, qui intervient pour plus de 30% dans la production nationale, est nettement supérieure à la moyenne.

Ainsi, en 1963, la production des céréales a atteint 32,5 millions de quintaux, alors que la moyenne des dix dernières années ne dépasse pas 28 millions de quintaux.

De même, les agrumes, les vignobles ont atteint des tonnages records.

b) Cette stagnation découle, pour une très large part, de la stagnation des investissements en outillage, à un niveau dangereusement bas.

Il suffit de signaler que les seuls amortissements du potentiel de production ont été estimés, en 1960, à une moyenne de 43 milliards de francs chaque année.

De sorte que, pour maintenir le potentiel de production, seulement à son niveau de 1960, il fallait que les investissements bruts, en francs constants, atteignent au moins ce chiffre de 43 milliards de francs.

Or, les investissements en outillage ont été, depuis 1960, constamment inférieurs à ce minimum de 43 milliards de francs.

De sorte que, pendant ces dernières années, le Maroc a consommé son propre capital de production antérieure; sa capacité de production est en diminution d'année en année : Le Maroc, en somme, est en voie de sous-développement.

Il est aussi en voie d'appauvrissement général car la seule préoccupation du maintien du niveau de vie moyen par tête nécessite un investissement net de 80 à 90 milliards par an, soit, compte tenu du renouvellement du matériel ancien, un investissement brut annuel de 125 à 135 milliards de francs.

Nous en sommes très loin avec nos 40 milliards réalisés annuellement depuis 1960.

Il faut signaler, toutefois, que les constructions de villas, d'immeubles, battent leur plein et atteignent des chiffres records.

En somme, l'austérité tant proclamée atteint très sérieusement la capacité de production et évite le train de vie des hauts fonctionnaires et des catégories de la population à revenu très élevé.

La stagnation des investissements productifs à un niveau très bas fait courir un très grave danger à la population ouvrière de nos villes.

En effet, du fait de cette stagnation, le chômage dans les villes ne se résorbe pas. Bien au contraire, il augmente de plus en plus, pour deux raisons :

- Les entreprises qui ralentissent leur activité ou qui ferment et qui, par conséquent, licencient des ouvriers - tels, par exemple, les Ateliers Industriels de l'Air, à Casablanca, qui ont fermé en Décembre dernier - sont nombreuses.

- D'autre part, la poussée démographique augmente de plus en plus le nombre de personnes qui demandent du travail.

Ainsi, on prétend que, de 1960 à fin 1963, 12.000 emplois directs, dans l'industrie proprement dite, ont été créés à la faveur des investissements agréés par la Commission des Investissements.

Mais, dans le même temps :

- l'industrie, les mines surtout, ont licencié des milliers d'ouvriers; ainsi la mine de Aït Amar reste fermée, laissant sans travail des centaines d'ouvriers, laissant sans ressources des centaines de familles.

- la population en âge de travailler s'est accrue de 300.000 personnes qui viennent grossir le lot des chômeurs.

c) La dégradation enfin, et c'est maintenant une reconnaissance générale, atteint l'ensemble des finances publiques : les déficits budgétaires atteignent des proportions de faillite, les difficultés du Trésor l'amènent à la déconfiture et au recours accentué à la planche à billets, les finances extérieures arrivent au dénuement du mendiant, frappant aux portes des maisons de bienfaisance.

Nous n'apporterons à ce que nous avons exposé dans notre rapport de Février que quel-^{Mars}ques compléments de dernière heure :

- Le ministre de l'Economie nationale et des Finances a confirmé fin mars 1964 l'ampleur du déficit accumulé jusqu'en 1963, qu'il a estimé "à plus de 114 milliards de francs", sans définir cependant l'ampleur de l'excès sur les 114 milliards.

Et ce n'est évidemment pas le déficit du budget de 1964 qui viendra éponger ces déficits antérieurs.

Pour le déficit du budget de 1964, nous l'avons estimé à plus de 115 milliards, soit un déficit de 40% de l'ensemble du budget de fonctionnement et d'équipement, ceci avant l'augmentation de dernière heure, de l'ordre de 25%, du budget de la Défense nationale.

Dans ce déficit global, le déficit du budget de fonctionnement était estimé à 48 milliards de francs, devant des estimations officielles de 26 milliards de francs (moyens d'équilibre).

Les augmentations d'impôts intervenues ou proposées depuis Janvier 1964, l'émission supplémentaire de billets, et notamment l'avance des 25 milliards de la Banque du Maroc en Mars 1964, - toutes ressources destinées à alimenter le budget de fonctionnement de 1964 - aboutissent, additionnées, à des sommes qui dépassent très sensiblement les 26 milliards officiels et qui se rapprochent très curieusement du chiffre de 48 milliards que nous avons avancé.

Enfin, quant à la détérioration de nos finances extérieures, elle n'a cessé de s'accroître de mois en mois.

Nos avoirs extérieurs, étant partis d'un très haut niveau en Mai 1960, avec 130,9 milliards de francs, ont dégringolé à des niveaux insuffisants pour faire face à nos paiements extérieurs. Nos avoirs extérieurs sont aujourd'hui, en Juin 1964, inférieurs à 20 milliards de francs; ils sont donc, à la veille d'une période d'intense mobilisation de ces avoirs, incapables de répondre aux besoins courants.

Cette détérioration de nos finances publiques amène le Gouvernement à pratiquer de plus en plus une véritable mendicité internationale, une mendicité de l'aide et du secours international.

Certes, il est prévu de réduire de 20% le nombre des assistants techniques, mais aucun programme, aucune échéance n'a accompagné cette promesse.

Par contre, tout est accepté et envisagé pour solliciter, quémander, une aide extérieure :

- Le Maroc a renoncé à la politique de non-dépendance et à ses intérêts commerciaux en acceptant de ne plus utiliser ses bateaux dans le commerce avec Cuba, ceci pour voir rétablir l'aide américaine.

- Le Gouvernement met la sourdine sur la récupération des terres de colonisation pour ne pas effaroucher le Gouvernement français et en obtenir ainsi, sinon des aides, tout au moins des facilités.

- Le Gouvernement discute avec les autorités du Marché Commun et fait saisir qu'il tend la main pour une aide financière, ce qui n'est évidemment pas sans répercussions sur sa position face aux autorités du Marché Commun.

- Le Gouvernement, enfin, se retourne vers le Fonds Monétaire International pour solliciter des prêts; cette institution accorde en effet des prêts à des finances en péril.

Voilà où la politique du Gouvernement nous a conduits.

B. Les causes et les antécédents

La dégradation que nous avons analysée précédemment n'est pas tombée du ciel; elle a été préparée par la politique menée depuis quatre ans et elle n'est que le résultat de cette politique.

En effet, ses causes résident dans deux faits essentiels :

- a) d'une part, le choix fondamental fait par l'Etat depuis Mai 1960 quant à l'orientation du pays.

Le Gouvernement a choisi délibérément de ne pas appliquer les réformes de structure prévues et imposées par le Plan pour sortir le pays du sous-développement et le mettre sur les rails de la libération et de la prospérité économiques.

Ni la réforme agraire, ni l'industrialisation par l'intervention active de l'Etat, ni la formation accélérée des cadres, ni la réforme de l'Etat visant à démocratiser les institutions et à faire participer la population à l'oeuvre de libération et de construction du Plan quinquennal, n'ont été entreprises.

- b) La deuxième cause essentielle, d'autre part, réside dans la très mauvaise gestion des affaires de la nation, dominée par la politique du caprice et du bon plaisir, par l'irresponsabilité, la dilapidation du patrimoine national, le gaspillage, la corruption.

Nous ne nous étendrons pas sur ces causes, que nous avons développées lors de la dernière session du Parlement, dans notre rapport général.

Nous ajouterons toutefois - puisque, désormais, comme moyen de défense du Gouvernement actuel, il est de plus en plus fait allusion à la période précédant Mai 1960 - que ce choix a eu pour conséquence la stérilisation des efforts faits depuis l'indépendance, efforts qui avaient commencé à placer le Maroc sur la voie de la libération et de la prospérité.

1) Les affirmations actuelles du Pouvoir

Si l'on écoute le pouvoir, la dégradation actuelle n'est pas seulement le couronnement de la politique adoptée et suivie depuis quatre ans, mais elle est le résultat de l'exercice par les nationaux de la souveraineté reconquise depuis 1956, de la politique suivie depuis 1956. Il en serait ainsi des déficits budgétaires, de la détérioration monétaire et financière, de l'aggravation du sous-développement économique.

A tous ces problèmes, auxquels nous nous sommes trouvés confrontés, personne n'a pu trouver de solution miraculeuse.

Le Président du Conseil, dans sa récente déclaration, l'affirme nettement :

"Il est inutile, dit-il, de vous rappeler que cet état de choses est le résultat de la politique suivie depuis l'indépendance. Cette politique s'est soldée par un déficit budgétaire en accroissement d'une année à l'autre."

Relevons tout d'abord que le début de la détérioration économique et financière n'est retenu par nos autorités que depuis l'indépendance.

Quant à nous, nous ne donnerons pas le quitus de la bonne gestion au Protectorat, surtout pour ses dernières années d'intense activité répressive, et nous examinerons brièvement la situation économique et financière depuis 1952-1953, avant de dégager les résultats acquis au début de 1960.

*
* *

2) La situation économique et financière jusqu'en 1960

Lorsque le Maroc accédait à l'indépendance, en 1956, la situation économique et financière était depuis plusieurs années en dégradation, celle-ci accélérée par les premières conséquences de l'accès à l'indépendance.

La période qui suivra les premières convulsions, à savoir la période de 1957/1960, sera celle du stoppage de cette dégradation, qui a débuté dès 1952, d'une part, et, d'autre part, elle sera la période du lancement de l'économie et des finances sur la voie du développement de notre pays.

Nous examinerons donc successivement :

1. La dégradation économique et financière pendant la période 1952/1956.
2. La période du coup d'arrêt et du lancement de l'économie nationale sur les rails du progrès.

1. La dégradation économique et financière pendant la période 1952-1956

Bien avant l'indépendance, la situation économique et financière se dégradait dans tous les domaines depuis 1952-1953.

Cette dégradation se manifeste à quatre points de vue :

- a) détérioration des finances publiques,
- b) stagnation de la production intérieure brute,
- c) dégradation des investissements,
- d) dégradation des finances extérieures par l'hémorragie de capitaux.

a) DETERIORATION DES FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques accusent une progressive détérioration : l'accroissement des charges publiques a été sensiblement plus rapide que l'augmentation des recettes ordinaires de l'Etat.

EVOLUTION DES CHARGES ET DES RECETTES ORDINAIRES
(en milliards de francs courants)

	Dépenses	Recettes	Couverture
1953	55.8	65.6	117%
1954	66.3	73	110%
1955	82.5	77.6	95%

Une des raisons importantes de cette détérioration est l'accroissement des dépenses de répression, qui sont passées, entre 1949 et 1955, de 2,8 à 11,9 MM frs.

b) LA STAGNATION DE LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE

Depuis 1953, la production intérieure plafonne, signe caractéristique d'un retournement de tendance dans l'évolution économique, et se dégrade par tête d'habitant, en monnaie constante.

Cette dégradation, qui date de 1953, n'est pas occasionnée par un événement de politique intérieure (exil ultérieur de Mohammed V).

PRODUCTION INTERIEURE BRUTE
(en milliards de francs 1958)

1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
635	672	721	757	728	714	658	739

PRODUCTION INTERIEURE BRUTE, par habitant
(en milliers de frs 1958 pour les mêmes années)

67	69	<u>73</u>	<u>74</u>	69	67	61	67
----	----	-----------	-----------	----	----	----	----

On assiste donc à une dégringolade à partir de 1954, tant pour la production intérieure brute par habitant que pour la production intérieure brute dans sa valeur absolue.

c) DEGRADATION DES INVESTISSEMENTS

L'évolution des investissements est le signe caractéristique du développement ou de la stagnation de l'économie dans les années à venir.

Or, les investissements ont chuté brutalement dès 1952 (base 100 en 1952) - répercussions à partir de 1953-1954 :

1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
71%	90%	100%	93%	85%	74%	62%	48%	55%

La chute des investissements a été considérable : les investissements ne représentent, en 1957, que la moitié des investissements de 1952.

Il était vital d'arrêter le mouvement et de renverser la vapeur, au risque de voir une dégradation continue du niveau de vie marocain.

d) HEMORRAGIE DES CAPITAUX

A la proclamation de l'indépendance, la sortie des capitaux allait atteindre des proportions dangereuses et entraîner une stérilisation dans le financement de l'économie nationale.

Il est sorti, entre 1955 et 1959, plus de 225 milliards de francs de capitaux privés, de sorte que, si l'épargne augmentait au Maroc, les investissements se réduisaient comme une peau de chagrin.

	Epargne interne (en milliards de francs)	Investissements
1955	89	93
1956	107	79
1959	114	76

En conclusion, l'économie marocaine, déjà lancée sur la pente de la dégradation, depuis 1952, risquait d'être entraînée dans une chute vertigineuse avec l'effet accélérateur de l'indépendance, si le nécessaire n'était pas fait pour enrayer cela.

2. La période du coup d'arrêt et du lancement de l'économie sur la voie du développement

Cette période peut être présentée comme suit :

- a) Examen de la politique suivie et des moyens de cette politique.
- b) Les résultats en 1960.

a) LA POLITIQUE ET SES MOYENS

L'élément décisif sur lequel il fallait concentrer l'attention pour freiner la dégringolade, c'était une attitude responsable de l'Etat, surtout dans le domaine de la politique budgétaire.

A. L'AUSTERITE BUDGETAIRE

Malgré la création de charges très lourdes, découlant de l'indépendance, les budgets furent maintenus non-déficitaires et même excédentaires pendant certaines années.

- LES LOURDES CHARGES DE L'INDEPENDANCE

La conquête de l'indépendance a été suivie de la création de charges de volume considérable et d'institution brutale. On peut notamment signaler les charges suivantes :

. Lancement de la scolarisation généralisée de la jeunesse marocaine et déclenchement de la guerre contre les maladies, par le canal du gonflement des budgets des ministères de l'Education nationale et de la Santé.

Cette politique était la satisfaction d'une des exigences fondamentales du peuple marocain, comme fruit de l'indépendance.

. Création des institutions de souveraineté - armée, diplomatie, gendarmerie, etc... - créations très lourdes en temps normal et a fortiori dans une période de stagnation durable.

. Réunification coûteuse de l'ex-zone nord avec le reste du Maroc, tant dans le domaine économique que financier et monétaire.

Malgré ces lourdes charges, les budgets furent tenus pratiquement en équilibre.

En effet, en se référant au rapport de la Commission des Finances du Parlement, de 1964, on relève tout d'abord que l'augmentation des effectifs a répondu à des créations de souveraineté à des moments déterminés, et à des recrutements de plus en plus importants dans les secteurs sociaux de l'Education nationale et de la Santé, tel que cela découle du tableau suivant, tiré du rapport de la Commission des Finances :

RECrutEMENT DE PERSONNEL

	1956	1957	1958	1959	1960
Education et Santé	1.524	1.944	1.332	3.084	5.750
Défense et Sécurité	22.011	0	1.687	308	396

Ainsi, les seuls effectifs en augmentation constante, de 1956 à 1960, à part les créations répondant à l'institution d'une armée (1956) et d'une gendarmerie nationale (1958), sont ceux des services de l'Education et de la Santé.

De même, l'austérité budgétaire a consisté à contrôler très strictement les dépenses prévues pour éviter d'engager celles qui n'étaient guère indispensables et pour réaliser le maximum d'économie sur ces dépenses.

De sorte que les annulations de crédits en fin d'année furent-elles constamment, et de très loin, supérieures aux prévisions.

Nous nous référons pour cela au rapport de la Commission des Finances qui révèle que les recettes d'ordre (annulation de crédits) ont été, par rapport aux prévisions, dans les conditions suivantes (en millions de DH) :

	<u>prévisions</u>	<u>réalisations</u>
En 1956	30	140
1957	30	161
1958	40	143
1959	40	105
1960	70	88

En conséquence, malgré les créations très lourdes - sans oublier le prix de l'unification économique et monétaire en 1958 -, les budgets de fonctionnement furent maintenus non-déficitaires, et même cédèrent à partir de 1958 une part importante de leurs ressources - les recettes des phosphates - à l'équipement du pays, ceci afin que les budgets d'équipement soient financés en grande partie par les ressources nationales, depuis l'arrêt de l'aide française, à partir de 1957.

Ainsi, les budgets de fonctionnement de 1956 et 1957 furent excédentaires. Nous laissons la parole au ministre actuel des Finances :

"Alors que, jusqu'au budget de l'exercice 1957, les bénéfices de l'O.C.P. étaient traditionnellement affectés au budget de fonctionnement, il a été décidé en 1958 de les verser au budget d'équipement.

En effet, l'expérience des années 1956 et 1957 avait conduit à considérer que le financement du budget d'équipement ne devait pas être entièrement tributaire de l'aide étrangère et, de ce fait, soumis chaque année aux aléas d'une négociation politique.

Cette affectation, qui pouvait être considérée, en outre, comme un nouveau pas dans la voie de la libération économique de notre pays et qui a permis, pendant plusieurs années, de financer des investissements productifs, se justifiait d'autant mieux que l'équilibre du budget de fonctionnement était alors assuré et permettait même de dégager des excédents importants - 3.227.821 DH en 1956 et 45.088.202 DH en 1957."

Déclaration du Parlement en Mars 1964

Il en a été de même pour le budget de fonctionnement de 1958, qui était pratiquement en équilibre, comme on peut le constater dans le document du ministère de l'Economie nationale et des Finances publié en Août 1962 : "Eléments d'information sur les Finances publiques", page 53.

BUDGET DE FONCTIONNEMENT 1958

Recettes effectives	111,650 milliards de francs
Dépenses effectives	112,960 milliards de francs

On peut donc rendre service au Président du Conseil en l'invitant à rectifier, au moins pour les premières années de l'indépendance - nous verrons les jugements rendus sur l'année 1960 -, la contre-vérité de sa dernière déclaration, aux termes de laquelle l'état de choses actuel "est le résultat de la politique suivie depuis l'indépendance, politique qui s'est soldée par un déficit budgétaire en accroissement d'une année à l'autre".

La politique budgétaire ainsi définie a pu empêcher l'inflation galopante à l'intérieur, malgré l'existence de dépenses nouvelles considérables.

La politique commerciale et monétaire a pu, de son côté, éviter une dégradation de la valeur de notre monnaie par rapport aux autres monnaies étrangères.

B. LE REDRESSEMENT COMMERCIAL ET FINANCIER

Ne disposant plus de l'aide financière française depuis 1957 et

- . vue la réduction des dépenses étrangères au Maroc (Armée française, etc...),
- . vue la fuite des capitaux au début de l'indépendance,

un grave danger a pesé sur le franc marocain. La politique a consisté à redresser et à maintenir sa valeur par le redressement de la balance commerciale et par le redressement des finances nationales.

LE REDRESSEMENT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Le déficit commercial est réduit d'année en année, jusqu'à changer de sens en 1959 (en millions de DH) :

	1956	1957	1958	1959
Déficit	407	300	218	- 6

Ainsi, la tendance antérieure à la réduction du déficit commercial n'a pas été stoppée du fait de l'accès au marché des produits importés d'une masse assez importante de Marocains; au lieu d'accélérer le déficit, c'est le contraire qui s'est produit.

LE REDRESSEMENT FINANCIER

Ainsi, les effets néfastes sur la monnaie, du fait de la fuite des capitaux, ont pu être enrayerés.

Dès 1957, la situation monétaire et financière est marquée par une amélioration considérable sur 1956, en dépit des incidences défavorables de la mauvaise récolte des céréales.

Si, en 1956, la circulation fiduciaire avait augmenté tandis que les dépôts bancaires s'étaient considérablement réduits, on constate, en 1957, un mouvement inverse : d'une part, le volume des billets en circulation est tombé de 70 à 68 MM, d'autre part le montant des dépôts des banques privées est passé de 84 à 113 MM.

Aussi, dès 1957, on assiste à un redressement monétaire très net.

Les avoirs extérieurs passent

de 9 MM fin 1956

à 49 MM fin 1957 et continue une progression régulièrement ascendante, pour atteindre 130,9 milliards en Mai 1960.

L'amélioration de la trésorerie, dès les premières années de l'indépendance, est nette.

La situation de la trésorerie, qui avait été assez difficile en 1956, a été assainie en 1957 :

- . L'exécution du budget ordinaire n'a pas imposé de charges au Trésor.
- . Les opérations extra-budgétaires concernant les effets publics (émission de bons d'équipement et de bons du Trésor marocain) ont apporté à la trésorerie un supplément appréciable de ressources.
- . D'autre part, les dépôts reçus par le Trésor (collectivités et organismes publics, dépôts aux chèques postaux, etc.) ont augmenté de 5.175 millions de francs.

Aussi, la trésorerie a-t-elle pu accroître de 2.537 millions le volume de ses avances et rembourser à la Banque d'Etat du Maroc 2.503 millions d'avances sur obligations douanières cautionnées.

En conséquence, le Trésor, à l'aise, a pu augmenter ses avances aux organismes publics de crédit (Caisse fédérale, Banques populaires, ...) tout au cours de l'année 1957 (ses avances à ces organismes sont passées de 9 à 10 MM frs du 1er janvier au 31 décembre 1957).

En somme, on peut relever que

- même en 1957, où la production agricole a été très mauvaise, l'année a été caractérisée en revanche par un net redressement financier, qu'il s'agisse de la balance des paiements, des dépôts bancaires, des finances publiques.

- la situation monétaire et financière, après les incertitudes du décrochage et des manipulations monétaires dans divers pays, en 1959, a continué son redressement, entraînant un redressement général de l'économie au cours de l'année 1960, et c'est dans de bonnes conditions, tant économiques que financières, que fut lancé, en 1960, le Plan quinquennal de développement économique et social pour la période de 1960 à 1964.

Nous ne reviendrons pas, dans cet exposé, sur le contenu du Plan quinquennal et sur les changements structurels qu'il opérerait dans l'économie nationale. Nous renvoyons pour cela au rapport de Février dernier, sur la politique sociale, économique et financière du Gouvernement à travers le budget de 1964.

De même, nous ne détaillerons pas les conditions qui rendaient, non seulement réalisables, mais même dépassables les objectifs du Plan quinquennal, tant dans le domaine économique que financier. Nous nous contenterons seulement de vous faire part des jugements des autorités officielles les plus autorisées sur l'année 1960, sur l'existence des conditions de la réalisation du Plan quinquennal de développement et de libération économique.

3. Les jugements sur la situation économique et financière depuis l'indépendance et sur le redressement certain en 1960

Nous ne citerons que les jugements les plus officiels, sans commentaires.

- a) Jugement général sur la situation économique et financière du Maroc émis par la Banque Nationale de Développement Economique, dans son rapport relatif à l'exercice 1960 :

"Les prix sont relativement stables, les budgets sont en équilibre, tout en reflétant le nécessaire accroissement des investissements économiques et des dépenses afférentes à la formation et à l'éducation; la situation monétaire ne pose guère de problème et l'équilibre de la balance des paiements non plus." (page 7)

- b) Jugement final de l'Institut d'Emission (Banque Maroc) dans son rapport annuel sur l'exercice 1960 présenté à Sa Majesté le Roi, le 29 Juin 1961 :

"Sire,

La situation de l'Institut d'Emission reflète une situation économique et financière du pays qui est, à bien des égards, satisfaisante. L'accroissement des réserves en or et en devises traduit une balance générale des paiements excédentaire, qui est elle-même le signe de la stabilité financière intérieure, la preuve de la solidité de la monnaie et la confirmation que la nouvelle parité adoptée à la fin de l'année 1959 a été judicieusement fixée.

La diminution du recours des banques à l'Institut d'Emission est le corollaire du développement des liquidités du système bancaire et de l'accroissement des ressources à court terme à la disposition de l'économie.

L'augmentation du volume du bilan, dans une période où les prix n'ont connu qu'une hausse modérée, correspond au développement constaté dans l'activité économique du pays.

Enfin l'Etat a pu, cette année encore, assurer la gestion de sa trésorerie sans avoir recours à des avances de l'Institut d'Emission." (page 49)

- c) Rappelons, en troisième lieu, le jugement porté sur la situation économique et financière par la Division de la Coordination Economique et du Plan, dans son rapport daté de 1961 :

"Un premier jugement global et sommaire peut être porté sur la situation économique du Maroc en 1960, en examinant l'évolution récente des agrégats calculés en comptabilité nationale. Cet exa-

men fait apparaître un redressement économique certain de 1959 à 1960. Le revenu national en Francs courants a augmenté de 11%, passant de 700 milliards à 780 milliards. La production intérieure brute exprimée en francs constants (1958) a progressé de 3.5%, passant de 719 milliards à 744. Les investissements en francs courants sont passés de 76 milliards à 92 milliards, augmentant ainsi de 21%.

L'activité industrielle a été particulièrement favorable en 1960. L'indice général de la production industrielle, base 100 en 1958, qui était resté à 100 en 1959, a atteint 110. Cette progression de 10%, par rapport à 1958, meilleure année de référence que 1959, marque de façon particulière que le décrochage est le résultat d'une augmentation de 14% de la production minière, de 8% des industries de transformation et de 2% de la consommation d'énergie. Les perspectives industrielles au début de 1961 étaient bonnes...

Dans le domaine monétaire, l'année 1960, consécutive au contrôle du transfert appliqué en octobre 1959, a été marquée par l'augmentation des disponibilités monétaires et notamment des dépôts dans les banques privées. Cette augmentation a eu sa source surtout dans l'accroissement des avoirs extérieurs qui ont atteint un niveau très important à la fin de 1960, mais aussi des crédits à l'économie. La situation monétaire traduit donc l'abondance des disponibilités monétaires dans le pays."

d) Rappelons enfin le jugement de S. M. le Roi, alors Prince héritier, sur la mutation qui s'opérait dans l'économie nationale au cours de cette année 1960 :

"Cette année, sur le plan économique, est l'année de la libération économique du Maroc. Je ne veux point ici instaurer un débat académique. Des financiers, des experts, des économistes ont pu étudier et au travers desquels tout un chacun a pu donner son point de vue. Le seul élément positif, constructif, que je puisse en tirer, et que tous les Marocains en retirent, que tous les amis doivent en tirer et dont ils doivent nous féliciter, c'est que ce pays, après quatre ans d'indépendance et après plus de quarante années de lutte et de libération dans plusieurs domaines, a été, malgré ses privations, malgré ses débats difficiles, capable de dire encore oui, une fois de plus, lorsque le mot de libération a été prononcé."

C. Les conséquences

La dégradation actuelle de la situation économique et financière que nous constatons présente deux conséquences fondamentales :

1. Tout d'abord, une hausse générale, continue et accélérée des prix, avec, compte tenu du blocage des traitements et salaires et de la stagnation du revenu national par tête, une baisse générale du niveau de vie de l'immense majorité de la population.
2. La deuxième conséquence est que la politique actuelle place le Maroc dans la rare catégorie des pays en voie de sous-développement.

1) La hausse des prix et la baisse du niveau de vie

La hausse des prix est non seulement sensible sur le marché, mais même à travers les indices officiels des prix établis, de telle sorte que les augmentations des denrées essentielles soient atténuées et ne se répercutent pas avec la même ampleur dans les indices officiels.

Malgré cela, les indices des prix connaissent des hausses de plus en plus accentuées d'année en année et, depuis la fin de 1963, de mois en mois.

a) Voyons tout d'abord la hausse des prix.

L'indice général des prix de gros sur la base 100 en septembre 1959 se situe à 134 en décembre 1963
soit donc une augmentation de 34%.

Il faut remarquer, à ce sujet, que si l'on compare sur les mêmes bases les indices de prix de gros et de détail, on constate que les prix de gros ont augmenté plus que les prix de détail et que, par conséquent, les commerçants moyens et petits ont plutôt souffert de la hausse des prix.

Ainsi, en partant du même indice de base 100 en septembre 1959, on constate que :

- . l'indice des prix de gros est à 134 en décembre 1963.
- . alors que l'indice des prix de détail est à 121,6 à la même époque.

Cela veut dire :

- soit que les intermédiaires et les détaillants réduisent leurs bénéfices pour absorber une partie de la hausse des prix.
- soit que l'indice des prix de détail ne reflète qu'insuffisamment la vérité.
- soit les deux à la fois.

Dans tous les cas, la hausse des prix est considérable et bien plus considérable que ne le relèvent les indices officiels : une denrée aussi essentielle que le sucre a doublé de prix en moins d'un an, mais cette hausse ne sera pas très sensible sur l'indice du coût de la vie car le sucre n'intervient dans cet indice que pour 4,4%.

L'indice du coût de la vie

Si nous examinons maintenant cet indice, nous constatons là aussi une hausse importante.

Sur la base 100 en octobre 1958/septembre 1959, on a comme indice : 121,8 en mai 1964, en augmentation sur le mois antérieur, alors que, pendant le printemps, l'indice diminue d'habitude sensiblement du fait de l'abondance, à cette époque, des fruits, légumes, viandes, etc...

Il résulte de ces hausses générales une dégradation du niveau de vie, déjà très bas, de l'immense majorité de la population.

b) La dégradation du niveau de vie de la population marocaine.

Examinons la situation pour chacune des grandes catégories de la population.

LES PAYSANS MAROCAINS

Les paysans subissent cette dégradation plus que toutes les autres catégories de la population.

- . D'une part, leurs dépenses ont été démesurément gonflées par les hausses des prix intervenues.

- . D'autre part leurs revenus, extrêmement bas, s'amenuisent davantage.
- . La hausse des prix frappe particulièrement les paysans et surtout la hausse du prix du sucre, qui porte un coup très dur à leur pouvoir d'achat.

Il ne faut pas oublier que le sucre est un des éléments fondamentaux de la consommation du paysan, encore plus fondamental que chez le citadin.

En effet, d'après les enquêtes officielles, notamment l'enquête du Service Central des Statistiques sur "la consommation et les dépenses des familles marocaines", publiée en août 1961, il a été établi qu'une famille paysanne de 5 personnes consomme en moyenne 3,5 kg de sucre par semaine, alors que la famille urbaine ne consomme que 2,7 kg par semaine.

De sorte que la hausse du prix du sucre, qui est passé en moins d'un an de 106 francs à 191 francs le kilo, frappe très particulièrement le paysan marocain et ampute son revenu familial annuel monétaire de plus de 15.000 francs.

C'est comme si un nouvel impôt de 15.000 francs avait frappé sa famille depuis août 1963.

Cela est d'autant plus grave que son revenu est très bas et qu'il est en constante diminution.

D'après les études faites - et parmi les plus sérieuses - notamment celles faites par l'ONU en 1958 : "Structure et Développement de quelques pays d'Afrique", il est établi que, il y a déjà une dizaine d'années :

8 millions de paysans marocains se partageaient 150 milliards de francs, y compris leur autoconsommation, c'est-à-dire que le revenu par tête, chez le paysan, était de l'ordre de 20.000 francs par an, soit moins de 2.000 francs par mois et par tête.

Si nous ne considérons que son revenu monétaire, il n'est que de 8.000 francs par an et par tête en moyenne, en 1954.

En ramenant cette somme à sa valeur actuelle et en raisonnant par revenu monétaire familial, revenu qui permet à la famille paysanne d'acheter du sucre au marché, ce revenu est de 60.000 francs par an environ.

Ainsi, les deux dernières augmentations du sucre enlèvent, à elles seules, le quart de l'ensemble du revenu monétaire de la famille paysanne et portent les achats de sucre pour cette famille à un montant de l'ordre de 35.000 francs par an. Le paysan, sauf s'il diminue sa consommation de sucre, ne pourra faire autrement que réduire son autoconsommation des autres produits agricoles, essentiellement les céréales.

En somme, le plan gouvernemental n'aboutit pas seulement à l'austérité dans les familles paysannes, mais à la ruine et à la famine.

LES OUVRIERS

Quand nous considérons maintenant la catégorie des ouvriers, nous constatons que le Gouvernement refuse d'appliquer l'échelle mobile des salaires, d'augmenter les salaires compte tenu de l'augmentation du coût de la vie, comme lui en fait obligation le Dahir du 31 octobre 1959 relatif au relèvement général des salaires en fonction de l'augmentation du coût de la vie.

Les salaires n'ont été augmenté officiellement, depuis 1960, qu'une seule fois de 5%. Or, l'indice du coût de la vie est en augmentation de 20%.

De sorte que la dégradation est de 15% pour le pouvoir d'achat de l'ouvrier, d'après ces mêmes indices officiels.

Mais si l'on tient compte de la poussée démographique dans les familles ouvrières, la dégradation du pouvoir d'achat par personne est bien supérieure à 20%.

LES FONCTIONNAIRES

Pour les petits et moyens fonctionnaires, nous savons tous que leurs traitements sont bloqués depuis 1956, qu'ils sont actuellement dérisoires devant le coût de la vie.

De sorte que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a considérablement baissé, ce qui écarte les meilleurs éléments de l'administration et constitue chez d'autres une grande tentation vers la corruption.

LES ARTISANS

L'extrême misère grandit dans cette catégorie de la population, qui représente, avec les membres de leurs familles, un million de personnes environ.

La concurrence des produits importés, le sous-emploi chronique qui atteint des proportions considérables, l'insouciance et le désintéressement de l'Etat, tout cela perpétue et aggrave une crise sur laquelle il est inutile d'insister.

LES COMMERCANTS

Cette dégradation générale du pouvoir d'achat de la population a une répercussion sur l'immense majorité des commerçants.

Nous avons vu que le décalage des hausses des indices des prix de gros et de détail peut s'expliquer en partie par les sacrifices que consentent les intermédiaires, et surtout les détaillants, en vue de vendre et de se procurer un revenu de subsistance : ils réduisent leurs bénéfices, déjà bien maigres, pour absorber une partie de la hausse des prix et conserver ainsi des acheteurs.

On sait d'ailleurs que le petit commerçant forme l'immense majorité de cette catégorie de la population et que son chiffre d'affaires est extrêmement modique : 1.7% des commerçants imposés sur les bénéfices réalisent 70% de l'ensemble des bénéfices et 10% seulement de l'ensemble des commerçants sont imposés sur les bénéfices, tel que cela découle de chiffres officiels portant sur l'année 1958.

En fait, le commerçant s'installe dans une échoppe pour réaliser un revenu de subsistance, n'ayant pas trouvé du travail par ailleurs, et comme le pouvoir d'achat des consommateurs est en diminution, la répercussion est très sensible sur le petit et le moyen commerçant.

2. Le Maroc en voie de sous-développement

La hausse des prix entraîne une dégradation évidente et générale du niveau de vie de l'immense majorité de la population.

Ce "sacrifice" extraordinaire est-il au moins justifié par un éventuel démarrage du développement économique ?

La dégradation du niveau de vie s'accompagne, bien au contraire, d'une dégradation générale de l'économie nationale.

Dans certains pays, et à certaines époques, la population fait le sacrifice provisoire de l'élévation de son niveau de vie, mais pour l'amélioration rapide et décisive du

potentiel économique national. Il en est ainsi de :

- l'Europe de l'Ouest, au moment de la révolution industrielle.
- des pays d'organisation socialiste au moment du démarrage industriel (URSS, démocraties populaires, etc...).
- Il en est ainsi enfin des "miracles" allemand, italien, japonais, depuis la seconde guerre mondiale.

On constate alors diverses mesures, concomitantes et notamment :

. un blocage des salaires, des traitements, ou du moins une hausse moins forte que la hausse de la productivité nationale.

. Et on constate, en même temps, une progression de l'ensemble de la production nationale, supérieure, souvent, à 10% par an.

Les investissements sont alors extrêmement élevés et le taux de l'épargne est supérieur à 20%.

Ainsi, en France, les investissements ont été, en 1963, par rapport à la production intérieure, de plus de 22%, en Italie de 24.9% en 1960, au Japon de l'ordre de 27% ces dernières années.

Ainsi, la hausse des prix, sans hausse rigoureusement parallèle des revenus de consommation, alimente alors les investissements, le développement économique.

Mais, au Maroc, LA SITUATION EST ABSOLUMENT INVERSE :

D'une part, la hausse des prix est très accentuée, avec un blocage des revenus, des salaires et des traitements.

Mais les investissements stagnent : en dirhams 1960, ils ont été de 988 M en 1961 et de 987 M en 1962.

Ces investissements n'ont même pas couvert les amortissements pour le matériel et l'outillage (38 et 37 milliards de francs, alors que le seul amortissement exigeait 43 milliards de francs par an).

Le taux de l'épargne est un des plus faibles du monde et continue à se dégrader :

$$\frac{E}{PNB} = 13\% \text{ (moyenne 1952-1960)}$$

Actuellement, il est de l'ordre de 11%.

Il en découle une stagnation de la production intérieure brute d'autant plus grave du fait de l'accroissement démographique. La production intérieure brute est, en francs constants, de :

820 MM frs en 1960 (francs 1960)
900 MM frs en 1963 "

soit :

- un accroissement inférieur à 10%,
- alors que la population a augmenté de plus de 10%, la production par tête n'augmente plus depuis 1960. C'est le signe caractéristique du sous-développement.

EN CONCLUSION :

La hausse des prix n'aboutit même pas à un drainage vers le développement du potentiel économique.

Elle est faite au profit d'un drainage particulier, par le canal des dépenses publiques, elle est faite au profit du gaspillage et de la corruption.

La hausse des prix, en effet, n'est en rien comparable aux inflations constatées actuellement dans certains pays étrangers (France, Italie, etc.).

Dans ces pays, s'il y a hausse des prix, on constate aussi une très importante progression de la production nationale.

Dans ces pays, en effet, la hausse des prix est le signe d'une croissance accélérée et précoce; au Maroc, elle est au contraire le signe d'une dégénérescence profonde à travers les finances de la nation, dégénérescence où dominent le gaspillage et la corruption, dégénérescence que le gouvernement actuel ne fait rien pour éliminer.

Bien au contraire, sa politique d'appauvrissement de l'ensemble de la population ne fait qu'accentuer cette dégénérescence.

+++
+++++++
+++++++
+++++++
+++

II. LE PLAN GOUVERNEMENTAL EST-IL UN PLAN DE REDRESSEMENT ?

Les solutions adoptées par le Gouvernement

Elles manifestent toutes la volonté de continuer dans la voie choisie depuis 1960, malgré ses résultats désastreux.

LE PLAN GOUVERNEMENTAL est, en effet, axé sur trois directions principales, qui manifestent cette volonté de continuer dans la voie qui n'a eu qu' des conséquences périlleuses pour l'économie et les finances nationales :

- A. La continuation de l'aggravation du sous-développement par le refus de diriger, d'orienter activement les activités nationales et même par la volonté actuelle de brader le patrimoine industriel et minier.
- B. Le maintien de la voracité de l'Etat en drainant les ressources nouvelles vers l'alimentation de ses dépenses de fonctionnement.
- C. La dégradation continue et accélérée du pouvoir d'achat.

* * *

potentiel économique national. Il en est ainsi de :

- l'Europe de l'Ouest, au moment de la révolution industrielle,
- des pays d'organisation socialiste au moment du démarrage industriel (URSS, démocraties populaires, etc...).
- Il en est ainsi enfin des "miracles" allemand, italien, japonais, depuis la seconde guerre mondiale.

On constate alors diverses mesures, concomitantes et notamment :

. un blocage des salaires, des traitements, ou du moins une hausse moins forte que la hausse de la productivité nationale.

. Et on constate, en même temps, une progression de l'ensemble de la production nationale, supérieure, souvent, à 10% par an.

Les investissements sont alors extrêmement élevés et le taux de l'épargne est supérieur à 20%.

Ainsi, en France, les investissements ont été, en 1963, par rapport à la production intérieure, de plus de 22%, en Italie de 24.9% en 1960, au Japon de l'ordre de 27% ces dernières années.

Ainsi, la hausse des prix, sans hausse rigoureusement parallèle des revenus de consommation, alimente alors les investissements, le développement économique.

Mais, au Maroc, LA SITUATION EST ABSOLUMENT INVERSE :

D'une part, la hausse des prix est très accentuée, avec un blocage des revenus, des salaires et des traitements.

Mais les investissements stagnent : en dirhams 1960, ils ont été de 988 M en 1961 et de 987 M en 1962.

Ces investissements n'ont même pas couvert les amortissements pour le matériel et l'outillage (38 et 37 milliards de francs, alors que le seul amortissement exigeait 43 milliards de francs par an).

Le taux de l'épargne est un des plus faibles du monde et continue à se dégrader :

$$\frac{E}{PNB} = 13\% \text{ (moyenne 1952-1960)}$$

Actuellement, il est de l'ordre de 11%.

Il en découle une stagnation de la production intérieure brute d'autant plus grave du fait de l'accroissement démographique. La production intérieure brute est, en francs constants, de :

820 MM frs en 1960 (francs 1960)
900 MM frs en 1963 "

soit :

- un accroissement inférieur à 10%,
- alors que la population a augmenté de plus de 10%, la production par tête n'augmente plus depuis 1960. C'est le signe caractéristique du sous-développement.

EN CONCLUSION :

La hausse des prix n'aboutit même pas à un drainage vers le développement du potentiel économique.

A. Le refus du Gouvernement d'engager le Maroc sur la voie du développement

Malgré la constatation, et la reconnaissance officielle, que les investissements privés sont réticents et toujours très faibles, en dépit des efforts déployés depuis quatre ans, le pouvoir, l'Etat continue et aggrave sa politique dans cette même voie, politique qui consiste à ne pas engager l'intervention active de l'Etat dans l'économie pour la mettre sur les rails du développement.

a) Les mesures déjà prises :

La doctrine officielle est proclamée comme étant basée sur le libéralisme, la confiance absolue dans le capital privé, essentiellement pour réaliser des investissements massifs dans le secteur industriel. En somme, la doctrine officielle a consisté dans la fuite du Gouvernement devant ses responsabilités et ses devoirs vis-à-vis de la Nation, du développement de la Nation.

Dans ce but, des mesures importantes et nombreuses ont été adoptées et appliquées, pour encourager les investissements privés, sur les efforts desquels on veut compter avant tout.

Nous n'en citerons que deux :

- l'élargissement du Code des Investissements, surtout par l'institution de la prime d'équipement,
- l'institution d'un Fonds national d'Investissement.

L'ELARGISSEMENT DU CODE DES INVESTISSEMENTS

Le système actuel institue un régime d'aide aux investissements privés, sous la forme d'exonérations fiscales et douanières, et surtout sous la forme de subventions pour une part de l'investissement, grâce à l'octroi d'une prime d'équipement dont le montant peut atteindre jusqu'à 20% de l'investissement. Ainsi l'Etat, par ce canal, a attribué, de 1961 à 1963, une subvention de 4 milliards de francs comme primes d'équipement.

LE FONDS NATIONAL D'INVESTISSEMENT

De même, le Fonds national d'Investissement avait, toujours dans la même optique "libérale" et de confiance absolue dans l'investisseur privé, comme objectif de mobiliser l'épargne, de la diriger vers l'investissement.

b) Les résultats

Les résultats traduisent l'échec des espoirs et des mesures prises par le Gouvernement pour réaliser le développement de l'économie, principalement par le capital privé, surtout étranger.

Nous constatons qu'aucune création industrielle nouvelle n'a été réalisée par l'Etat avec le concours du capital privé depuis 1961.

Bien plus, les accords relatifs à des investissements nouveaux passés par des groupes privés étrangers avec l'Etat marocain, que ce soit pour la raffinerie, pour la construction des véhicules, pour la fabrication des pneus, pour la chimie, datent tous d'avant Mai 1960; ils ont donc été conclus avec des gouvernements qui proclamaient l'interventionnisme et la responsabilité de l'Etat dans le développement économique du pays.

Depuis cette date, la carence, la faiblesse de l'investissement privé est telle qu'elle est finalement l'objet d'une reconnaissance officielle; alors que les avantages les plus importants (taux maximum de la prime d'équipement) sont consentis pour les installations industrielles en dehors de l'agglomération de Casa et surtout à Tanger, on constate que les investissements restent faibles et que plus de la moitié des projets agréés par la Commission des Investissements s'implantent à Casablanca même.

Quant aux objectifs fixés par l'institution du Fonds national d'Investissement, laissons la parole au ministre des Finances lui-même, pour juger des résultats :

"Après deux années de mise en oeuvre, il est possible de porter un jugement sur l'institution et son application :

1°) Seules ont investi les entreprises dans lesquelles les investissements étaient une nécessité technique et qui auraient réalisé l'opération de toute façon.

Pour les autres, l'incitation à investir n'a pas joué et nombre d'entreprises ont considéré qu'il s'agissait purement et simplement d'un impôt de caractère particulier.

Le rapport de la Division de la Coordination économique et du Plan pour l'année 1962 est encore plus explicite sur cette faiblesse de l'investissement privé, malgré toutes les proclamations et les aides officielles d'encouragement :

"En conclusion, si l'on ne peut donner pour le moment de ventilation précise des investissements entre les secteurs public et privé, il est certain que la légère croissance, en francs courants, des investissements de 1960 à 1962 est due en grande partie à l'augmentation des dépenses d'équipement du secteur public; de sorte que le retard constaté par rapport aux objectifs du Plan est essentiellement imputable au secteur privé."

c) Les nouvelles mesures du Plan gouvernemental

Devant cette carence constatée et reconnue de l'investissement privé, que nous propose le Gouvernement pour réaliser le nécessaire développement de l'économie nationale, dans son Plan 1964 ?

Les mesures envisagées amplifient et aggravent l'orientation antérieure.

Ainsi :

Le Fonds de Sidérurgie, destiné à collecter les moyens nécessaires au financement d'une sidérurgie nationale, et qui avait déjà collecté plusieurs milliards de francs, vient d'être supprimé, laissant le financement d'une sidérurgie nationale aux aléas de finances publiques pour le moins très à l'étroit et de finances privées bien réticentes.

Par contre, il est prévu la création de sociétés d'investissement, projet visant deux objectifs majeurs :

d'une part, drainer une part plus importante de l'épargne et surtout celle du petit épargnant marocain, vers le secteur privé qui, en fait, refuse d'investir.

Le projet de la Société d'investissement institue des sociétés avec un capital important, mais réparti en milliers d'actions, chaque action étant de petite valeur, de sorte qu'elle puisse être achetée par celui qui dispose de 10 ou 20.000 francs d'épargne.

La Société est alors dirigée par un petit noyau d'hommes d'affaires, qui ne détiennent souvent qu'une faible part du capital social, mais qui contrôlent totalement la Société et en font ce qu'ils veulent, disposent de son patrimoine et notamment de l'argent des petites gens qui ont souscrit chacun quelques actions, mais qui n'ont aucun pouvoir sur la Société.

Ainsi le projet mettrait entre les mains de quelques hommes d'affaires, dirigeant les Sociétés d'investissement, des sommes considérables émanant des petits épargnants, sommes qui viendraient alimenter essentiellement les spéculations boursières et tenter l'appétit d'éventuels financiers peu scrupuleux de l'argent des épargnants.

Le projet de la Société d'investissement, en second lieu - et c'est un point auquel le Gouvernement tient considérablement, stipule que ces Sociétés peuvent acheter les actions que l'Etat, ou ses institutions (BEPI, BRPM, OCP, etc...), détiennent dans les Sociétés marocaines "arrivées, dit le projet, à maturité". En somme, le Gouvernement, par le canal de ces Sociétés d'investissement, veut garder les actions des Sociétés déficitaires et céder celles des Sociétés bénéficiaires, qui lui procurent de l'argent et les moyens financiers de développer ses participations, ses créations industrielles.

Au surplus, par ce projet, l'Etat renoncerait au peu de possibilités qui lui restent, par le canal de ses participations, même de celles qu'il a acquises et gardées sous le Protectorat, d'orienter l'économie nationale vers la voie de développement.

Enfin, nous ne pouvons pas passer sous silence les discussions actuelles de nos responsables avec les autorités du Marché Commun, discussions se déroulant sur la base du principe de l'établissement d'une zone de libre échange entre le Maroc et les pays du Marché Commun.

Nous savons combien ce libéralisme dans les échanges entre un pays industrialisé et un pays sous-développé accentue l'écart de développement et rend extrêmement difficile l'industrialisation du pays sous-développé, qui manque de marchés solvables, de moyens de concurrence et de protection.

B. La voracité de l'Etat

Si le Gouvernement refuse de prendre ses responsabilités pour industrialiser et développer notre pays, responsabilités qui exigent bien entendu la mobilisation de moyens importants, notamment, par contre sa prodigalité l'entraîne à verser des sommes de plus en plus importantes dans le budget de fonctionnement, à rafler de plus en plus de moyens financiers destinés au budget de fonctionnement, afin de satisfaire un appétit de consommation démesuré.

En effet, une très grande partie des mesures prises depuis Janvier 1964, ou envisagées dans les projets actuels du Plan gouvernemental, cherchent à drainer une part de plus en plus importante du revenu national vers l'alimentation de l'appareil de l'Etat,

Ces mesures, vous les connaissez déjà. Nous ne ferons que les rappeler.

a) D'abord les mesures prises à partir des propositions budgétaires de Janvier et du train de Mars 1964, mesures reprises dans la loi de finances publiée en Mai 1964 :

- Le Fonds national d'Investissement est budgétisé pour les 2/3 de ses rentrées et l'impôt sur les bénéfices professionnels est augmenté d'autant; l'Etat draine de la sorte quelque 2 milliards de francs supplémentaires.
- L'impôt de solidarité nationale est reconduit pour 1964 et, comme son produit n'est pas individualisé dans un Fonds pour la reconstitution d'Agadir, une grande partie sera consommée par le fonctionnement.
- Les droits d'enregistrement et de timbre sont sensiblement augmentés.
- La taxe sur les minerais de fer exportés est reportée de l'équipement (Fonds de Sidérurgie supprimé) au budget de fonctionnement.

- De même, le Fonds des Agrumes, destiné à encourager la diversification commerciale et à diminuer par conséquent notre dépendance commerciale, est supprimé et le produit affecté au budget de l'Institut national de la Recherche agronomique.
- De même, les versements de l'OCP au budget d'équipement sont supprimés et reportés au budget de fonctionnement.
- Enfin, les taxes sur les produits de consommation sont sensiblement augmentées, notamment les taxes sur le sucre et les produits sucrés, les taxes sur les produits vigneux, sur l'essence, sur le tabac, augmentant la contribution de ces taxes au budget de fonctionnement.

b) Ces mesures sont à peine portées officiellement à la connaissance du public, la loi de finances est à peine publiée, que sa modification est déjà envisagée.

Un troisième train de mesures est proposé au Parlement, continuant dans la même voie : austérité par l'augmentation des recettes à affecter au budget, au fonctionnement de l'appareil de l'Etat.

Ainsi :

- Le Fonds national d'Investissement est supprimé et le reliquat, après la première amputation fiscale, est convertissable en bons d'équipement. Comme ces bons d'équipement ne sont pas spécifiques à un projet, leur produit va alimenter la trésorerie et, indirectement, le budget de fonctionnement.
- L'impôt sur les traitements et salaires est augmenté, cette augmentation drainant 3 milliards de francs supplémentaires au budget de fonctionnement.
- Les droits de succession sont considérablement augmentés, dans certains cas, de 20 fois.
- La réforme fiscale du 30 Décembre 1961, dont l'application avait soulevé un tel émoi chez nos petits et moyens commerçants, est maintenue pour l'essentiel, car seuls les tout petits commerçants qui auraient eu à payer une patente de moins de 1.000 francs ont été exemptés, ainsi que ceux figurant dans la dernière classe.
- La vente d'une partie du patrimoine immobilier de l'Etat est envisagée pour combler le déficit de l'Etat. Il est ainsi escompté de liquider ce patrimoine immobilier pour une tranche de 25 milliards de francs, qui procureront, pendant dix ans, une rentrée de 2,5 milliards par an au Trésor et iront alimenter le budget de fonctionnement.

c) Ces mesures ne sont pas encore discutées par le Parlement qu'un quatrième train de nouvelles mesures est étudié pour continuer cette même politique d'austérité par l'augmentation des recettes.

On a parlé de l'augmentation des tarifs de transport, des tabacs, de l'essence.

Il faut, dans ce cadre, signaler un autre aspect de cette politique, plus discret, qui consiste soit à diminuer la contribution versée à des Offices de l'Etat, soit à exiger de ces Offices ou des Sociétés contrôlées par l'Etat des contributions financières importantes, en les poussant à s'endetter par ailleurs, notamment à contracter des emprunts. Ainsi, il n'est pas exclu, par exemple, que l'Office Chérifien des Phosphates soit appelé à verser des contributions importantes au budget de fonctionnement, mais à contracter en contre-partie des emprunts considérables, à s'endetter, ce qui ne lui était jusqu'à présent jamais arrivé.

C. La dégradation du pouvoir d'achat

Le Gouvernement parle d'austérité. Nous venons de voir ce qu'il en est quant au train de vie de l'Etat.

N'y a-t-il alors aucune austérité ?

En réalité, tout le programme gouvernemental est basé sur une austérité, mais une austérité qui frappe la quasi-totalité du peuple marocain.

Cette austérité réside dans une dégradation accélérée et considérable du pouvoir d'achat.

Cette dégradation est obtenue essentiellement par trois moyens :

.. L'INFLATION MONETAIRE sous toutes ses formes, et notamment par l'émission de bons du Trésor.

L'émission de bons du Trésor éponge non seulement une partie des disponibilités offertes au crédit, mais encore elle est aussi source de création de monnaie supplémentaire; en effet, les banques ont recours aux possibilités de mobilisation que leur offre l'Institut d'Emission et présentent à la Banque du Maroc une part importante des bons du Trésor, soit à l'escompte, soit en garantie d'avances. Cette émission de bons inflationniste est accompagnée, en même temps, d'avances directes de l'Institut d'Emission au Trésor de l'ordre de 40 milliards de francs pour 1964, donc de création de papier supplémentaire.

Une telle inflation monétaire dégrade la valeur nominale de la monnaie et occasionne donc une baisse sensible du pouvoir d'achat si les revenus n'augmentent pas.

.. LE BLOCAGE DES REVENUS

La dégradation du pouvoir d'achat est obtenue par un deuxième moyen, à savoir le blocage des revenus :

- . Les traitements des fonctionnaires restent toujours bloqués.
 - . De même, il n'est pas question d'augmenter les salaires et de faire jouer l'échelle mobile, malgré la hausse du coût de la vie, enregistrée par les indices officiels.
 - . Les revenus des paysans restent pratiquement bloqués. Certes, la récente fixation des prix de soutien des céréales accuse une légère augmentation de ces prix de l'ordre de 4% pour le blé dur et le blé tendre, de l'ordre de 8% pour l'orge.
- Toutefois, ces augmentations ne profiteront qu'aux milieux céréaliers, qu'aux professionnels qui n'ont pas manqué de manifester leur satisfaction. En effet, ces mesures arrivent très tardivement et sont, notamment pour l'orge, destinées à favoriser la commercialisation extérieure de ce produit.

A supposer même que, par miracle, et par esprit de sacrifice, les professionnels des céréales répercutent la moitié du bénéfice de ces mesures sur les producteurs, et à supposer que tous ces producteurs soient nos paysans, qu'il n'y ait pas de colons producteurs de céréales, et à supposer qu'on arrive à exporter un million et demi de quintaux d'orge, ces mesures augmenteraient alors le revenu de nos paysans d'un maximum de 1,3 milliards de francs, d'après les déclarations du ministre de l'Agriculture.

Mais, d'un autre côté, l'augmentation du prix du sucre depuis la dernière campagne agricole ampute le revenu de nos paysans, consommateurs de 80% du sucre consommé dans le pays, d'une somme supérieure à 25 milliards de francs.

.. LA HAUSSE DES PRIX DES DENREES ESSENTIELLES

La dégradation du pouvoir d'achat est obtenue, en effet, par un troisième moyen, à savoir : la hausse des prix de certaines denrées essentielles, et notamment par le moyen de l'augmentation brutale et considérable du prix du sucre.

L'importance de cette question nous amène à lui consacrer un chapitre particulier.

*
*
*

D. LE PLAN GOUVERNEMENTAL

et ses mesures relatives au prix du sucre

Le Plan gouvernemental, contre lequel a été posée la motion de censure, repose sur une mesure essentielle : la hausse du prix du sucre.

Avant d'examiner cette mesure de la hausse du prix du sucre, pièce maîtresse du Plan gouvernemental, il faut tout d'abord rappeler l'importance du sucre dans la consommation de la famille marocaine.

I. L'importance du sucre dans la consommation de la famille marocaine

Lorsqu'on examine le budget de la famille marocaine, on constate que chaque famille marocaine, d'une moyenne de 5 personnes, dépense pour se nourrir en moyenne, par an, 157.800 francs, d'après l'enquête du Service central des Statistiques : "La consommation et les dépenses des ménages marocains musulmans", publiée en Août 1961.

Seulement, dans cette moyenne, la famille qui vit dans la ville est plus favorisée que la famille rurale puisque la famille urbaine dépense 190.000 francs et la famille rurale 149.000 francs par an seulement, y compris l'autoconsommation qui, d'après les études de l'ONU, porte, dans la campagne, sur environ les deux tiers de la production agricole.

Or, cette consommation alimentaire est à base de céréales et de sucre, essentiellement, ces deux produits représentant, en effet, à eux seuls, presque 60% de la consommation alimentaire dans les campagnes et plus de 40% de la consommation alimentaire dans les campagnes et plus de 40% de la consommation alimentaire dans les villes.

Ainsi, le sucre joue un rôle essentiel dans le budget familial; on relève que, dans chaque foyer, la part des dépenses alimentaires consacrée au sucre est de :

14.700 francs dans les villes,
19.300 francs dans les campagnes.

Si nous voulons mieux mesurer le poids de la consommation du sucre, surtout chez le paysan, il ne faut considérer que son revenu monétaire, le seul qui lui permette d'accéder à l'achat du sucre, qu'il ne produit pas et qu'il ne peut pas autoconsommer, prélever sur sa production pour sa consommation. Il ne peut acheter le sucre que par la voie monétaire et, par conséquent, recourir à son revenu monétaire.

Or, le revenu monétaire d'un foyer rural qui comporte en moyenne 5 personnes est d'environ 60.000 francs annuels, en tenant compte de la valeur actuelle de la monnaie.

De sorte que la dépense du foyer paysan pour sa consommation de sucre prélève plus de 30% sur son revenu monétaire, ceci avant les hausses décidées depuis Août 1963.

II. Les dernières mesures gouvernementales relatives au prix du sucre

Après une première hausse du prix du sucre, intervenue en Août dernier, hausse qui a porté le prix du kilo de pain de sucre de 106 francs à 136 francs, le Gouvernement actuel vient de décider d'élever une deuxième fois le prix du sucre de 55 francs par kilo.

Ainsi, en moins d'une année, le prix du sucre a presque doublé, passant de 106 frs à 191 frs.

Cette hausse considérable a des effets désastreux sur le niveau de vie de la population marocaine et entraîne les prix dans un cycle de hausse qui vient aggraver la mesure elle-même de hausse du prix du sucre.

Lorsque nous aurons examiné ces répercussions, nous nous demanderons si la hausse du Plan gouvernemental pouvait être évitée.

a) LES REPERCUSSIONS DE LA HAUSSE DU PRIX DU SUCRE sur le pouvoir d'achat.

La hausse du prix du sucre porte un coup terrible au pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population marocaine.

Les premiers touchés sont les paysans marocains, mais les citadins ne sont guère épargnés.

D'après "l'enquête de consommation des ménages marocains", chaque foyer marocain comprenant une moyenne de 5 personnes consomme :

- . 2,7 kg de sucre par semaine, dans les villes,
- . 3,5 kg de sucre par semaine, dans les campagnes.

Donc, dans l'année, chaque famille marocaine consomme en moyenne :

- . 140 kg de sucre, dans les villes,
- . 182 kg de sucre, dans les campagnes.

Les augmentations du sucre intervenues depuis Août 1963 exigent, par conséquent, une dépense supplémentaire considérable pour la famille marocaine.

- . Chaque famille citadine doit, pour conserver la même quantité de sucre que précédemment, déboursier 12.000 francs de plus.

Comme son revenu annuel n'augmente guère, c'est donc une restriction de cet ordre de grandeur qu'elle doit opérer sur ses autres postes de consommation alimentaire, qui est de l'ordre de 190.000 francs,

soit donc une baisse brutale de son pouvoir d'achat de 7%.

- . La situation est bien plus grave pour nos paysans. En effet, l'acquisition du sucre par le paysan est obtenue par son revenu monétaire, puisqu'il achète tout son sucre au marché.

On peut le décomposer comme il suit (prix du sucre en pain à Rabat) :

- prix du sucre brut importé (prix de péréquation)	45.5 frs le kg
- droits de douane	6.5 frs le kg
- marge de raffinage	30.5 frs le kg
- taxe intérieure de consommation	18.2 frs le kg
- marges commerciales	4.3 frs le kg
T o t a l	105 frs le kg

Nous ferons quatre remarques essentielles :

-- Dans ce prix du sucre au détail, de 105 francs avant Août 1963, le prix du sucre brut importé ayant subi la péréquation pour tenir compte aussi des sucres raffinés importés, est compté pour 45.5 frs le kilo, ou, si l'on soustrait le coût du fret, des assurances, etc., il est compté acheté FOB à 40 francs le kilo environ, c'est-à-dire à 8 cents le kilo, soit 4 cents la livre environ.

Or, nous savons que le sucre brut a été, jusqu'en 1963, acheté souvent à moins de 4 cents la livre et que la Caisse de Compensation a fait des milliards de bénéfices depuis 1957.

On est en droit de se demander ce que sont devenus ces milliards de francs qui, justement, devaient servir à compenser le prix du sucre, à payer la différence lorsque le prix mondial est supérieur au prix de base.

Elle peut tout au moins, pendant une certaine période, grâce à ses bénéfices, maintenir le prix de vente du sucre inchangé.

-- La deuxième remarque concerne les prélèvements qu'opère l'Etat sur la consommation du sucre, à savoir les droits de douane et la taxe intérieure de consommation. Ces prélèvements atteignaient, jusqu'en août 1963 :

24.7 francs par kilo de sucre consommé,

soit, sur la base d'une consommation de 380.000 tonnes de sucre par an, un prélèvement se montant à :

9.4 milliards de francs par an.

La question que nous posons est la suivante :

Pourquoi, compte tenu de ce que le sucre est une denrée essentielle dans la consommation du Marocain, l'Etat n'a-t-il pas, provisoirement, pendant le temps où les cours sont élevés, renoncé à tout ou partie de ses recettes fiscales et douanières ?

La conjugaison de la renonciation à ces taxes et des bénéfices de la Caisse de Compensation aurait pu permettre d'éviter d'élever le prix du sucre, d'autant plus que cette renonciation aurait été provisoire, les prix mondiaux ne devant pas rester aussi élevés.

-- Mais, et c'est la troisième remarque, non seulement le Gouvernement n'a pas renoncé à ces taxes, mais il les a sensiblement augmentées. En effet, le prix du kilo de sucre se présente aujourd'hui comme suit :

- prix du sucre brut importé	114,8 frs le kg
- droits de douane	14,34 frs le kg
- marge de raffinage	30,50 frs le kg
- taxe intérieure de consommation	24,76 frs le kg
- marges commerciales	5,60 frs le kg
T o t a l	190 frs le kg

Ainsi, le Gouvernement prélève désormais

39,10 francs au lieu de 24,7 frs par kilo avant Août 1963.

Il a donc, au lieu de suspendre ou de diminuer ses prélèvements douaniers et fiscaux pour faire face à une conjoncture internationale, provisoirement mauvaise, augmenté ses prélèvements de 14,40 francs par kilo de sucre consommé.

Le Gouvernement a donc - et ceci indépendamment de tout événement relatif aux prix internationaux du sucre - augmenté les droits et impôts sur la consommation de sucre de : $14,4 \text{ frs} \times 380.000.000 \text{ kg} = 5,5$ milliards de francs, qui vont venir s'ajouter aux 9,4 milliards de francs découlant des droits et impôts antérieurs à la hausse du prix de vente du sucre.

L'Etat prélève donc environ 15 milliards de francs sur le consommateur, et ceci indépendamment du prix du sucre sur le marché international.

Ce chiffre est sensiblement voisin de celui avancé par le Président du Conseil, 17 milliards de francs, comme charge pour les finances publiques, s'il n'y avait pas eu la dernière augmentation de 55 francs par kilo.

On est donc en droit de poser la question au Président du Conseil : sur quel dos est vraiment cette charge, sur le dos de celui qui la reçoit ou sur le dos de celui qui la donne ?

-- Enfin, et c'est la quatrième remarque, le prix de vente actuel du sucre est basé sur un prix du sucre brut importé de 114,8 francs le kilo.

soit, si on déduit le fret, les assurances, etc., un prix basé sur un prix FOB de 110 francs le kilo environ, c'est-à-dire sur un prix de 10 cents la livre sur le marché mondial.

C'est un prix exceptionnellement élevé.

Le Gouvernement pourrait nous répondre que c'est bien à ce prix-là qu'il a acheté le sucre sur le marché mondial.

Nous trouvons cette réponse non seulement insuffisante, mais inacceptable.

Insuffisante, car le Gouvernement n'a pas acheté les 380.000 tonnes de sucre nécessaires à notre consommation à ce prix extrêmement élevé, mais seulement 250.000 tonnes.

Il reste donc 130.000 tonnes. Pourquoi aligner le prix sur la totalité, alors que les 130.000 tonnes peuvent être achetées à un prix bien plus bas que les 250.000 tonnes, et faire supporter ainsi au peuple marocain un sucre à un prix aussi prohibitif.

La réponse est, en second lieu, inacceptable, car nous ne comprenons pas pourquoi le Gouvernement a acheté ferme une aussi grande quantité de sucre en une seule fois, alors que, précisément, les

prix étaient alors à un niveau jamais atteint ? Les achats portaient auparavant sur des tonnages inférieurs à 100.000 tonnes. Pourquoi avoir acheté 280.000 tonnes d'un coup et précisément au moment où les cours atteignaient un niveau exceptionnellement élevé ?

Actuellement, le sucre est disponible sur le marché mondial à 5,2 cents la livre, comme on peut en prendre connaissance dans les journaux financiers (VIE FRANCAISE 19 Juin 1964), c'est-à-dire à un prix qui est un peu supérieur à celui qui servait de base au prix de vente du sucre avant Août 1963 (4 cents la livre) et qui permettait à l'Etat de prélever cependant 9,4 milliards de francs sur la consommation nationale comme droits et taxes.

Actuellement, le monopole d'importation des sucres est donné à l'Office National du Thé et du Sucre. Or, l'Office, dans sa branche Thé, réalise des bénéfices considérables sur l'achat et la vente du thé, bénéfices qui approchent le milliard de francs pour l'année 1964.

Puisque l'ONTS est chargé désormais de l'importation du thé et du sucre, qu'il s'agit d'un organisme de l'Etat, on se demande pourquoi le gouvernement maintient une séparation à l'intérieur de l'Office, séparation qui aboutit à faire payer le thé par le consommateur à un prix nettement plus élevé que ne l'autorise le marché mondial, sans voir reporter ce sacrifice qu'il fait pour le thé sur l'autre produit de consommation, et pouvoir ainsi voir allégé le prix du sucre d'autant.

Nous posons la question suivante au Gouvernement :

Pourquoi les sacrifices sont-ils toujours dans un sens unique, celui demandé au citoyen à chaque occasion ?

*

Conclusion

Le Gouvernement avait non seulement le devoir, mais il avait aussi les moyens de ne pas augmenter le prix du sucre, cette denrée essentielle dans la vie du Marocain.

Il avait le devoir de le faire si c'était vraiment le maintien du niveau de vie du Marocain qui le préoccupait, et surtout de l'immense majorité de notre peuple, les paysans, pour qui le sucre est aussi essentiel que l'air, l'eau et le pain.

Le Gouvernement avait les moyens de le faire s'il ne cherchait pas à combler le déficit de son budget par des prélèvements considérables sur le consommateur marocain, prélèvements qui amputent le pouvoir d'achat très faible du consommateur et surtout du paysan marocain. Il suffit de signaler que les récentes augmentations du prix du sucre prélèvent sur son pouvoir d'achat une somme supplémentaire de :

$$85 \text{ frs } \times \frac{380.000.000 \times 80}{100} =$$

25.840 milliards de francs, alors que son revenu agricole, et plus particulièrement son revenu monétaire, est tout au plus stationnaire.

+++
++++++
++++++
++++++
++++++
++++++
++++++
+++

CONCLUSION GENERALE

L'examen détaillé de la situation économique et financière et des mesures envisagées par le Gouvernement nous révèle que :

L'économie marocaine n'est nullement mise sur la voie du développement, mais que, bien au contraire, la dégradation accélérée des finances tant intérieures qu'extérieures, la hausse des prix et la stagnation des investissements, qui restent très inférieurs aux objectifs du Plan quinquennal, sont des facteurs préoccupants pour l'avenir économique de notre pays.

Le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population connaît des amputations considérables à cause de l'inflation monétaire, de la hausse des prix, de la hausse des impôts, tous moyens qui essaient, sans y parvenir, de combler un déficit budgétaire considérable.

Dans ces conditions, le Gouvernement n'a guère rempli le programme qu'il a exposé le 11 Janvier 1964 devant le Parlement et dont les points essentiels n'ont guère été respectés. Qu'en est-il, notamment, des promesses suivantes ?

"D'ores et déjà nous affirmons solennellement à cette tribune que la défense de la monnaie est un des objectifs premiers que s'est assignés le Gouvernement. Conscient du danger que présenterait pour la santé de notre monnaie l'accroissement du déficit budgétaire, le Gouvernement est, pour sa part, décidé à faire preuve de rigueur et d'austérité."

"Décidé à lutter pour défendre la monnaie nationale, le Gouvernement considérera de son devoir de s'opposer avec fermeté à la course des prix et des salaires. Constamment, nous aurons le souci de veiller à ce qu'un contrôle rigoureux des prix permette aux masses laborieuses de conserver un pouvoir d'achat que tous nos efforts tendront à accroître."

Est-ce que les avances de 40 milliards de francs de la Banque du Maroc au Trésor accroissent la santé de notre monnaie ?

Est-ce que l'augmentation brutale de 55 francs sur le kilo de sucre conserve et accroît le pouvoir d'achat des masses laborieuses ?

Votre réponse, Messieurs les Représentants, est déjà faite. C'est pour cela que nous vous demandons de voter la motion de censure que nous avons présentée, contre une politique économique et financière de dégradation monétaire et de dégradation du niveau de vie de la quasi-totalité de notre peuple.